

Grâce à la vente de sa maison, en Australie, John Shipton, le père de Julian Assange, organise des conférences de soutien dans toute l'Europe. Le 23 novembre 2019, il était à Londres.

POUR JOHN, SON PÈRE, LES GENS QUI ACCUSENT ASSANGE D'AVOIR MIS DES VIES EN DANGER NAGENT JUSQU'AU COU DANS UNE RIVIÈRE DE SANG

Par **Sarah Mabrouk** et **Flore Olive**

Lors de sa dernière visite, qui a duré une heure et demie, Julian lui a souri une fois. Si John Shipton le souligne, c'est que son fils ne sourit plus: «Comme vous pouvez le voir sur les photos prises lors de son arrestation, en avril, ce n'est plus celui que nous connaissions tous, si gentil, amusant et intelligent.» Julian Assange y apparaît en effet le visage enflé, un symptôme fréquent, selon son père, chez les personnes soumises à un stress permanent. «Cela peut entraîner des œdèmes... Lorsqu'il était à l'ambassade d'Equateur, il a eu un abcès dentaire, une infection du nerf qu'on ne lui a pas laissé soigner. Il souffrait aussi de problèmes musculo-squelettiques et ne pouvait plus lever le bras... Depuis qu'il est incarcéré, il a perdu 15 kilos.»

Julian Assange est détenu depuis le 11 avril près de Londres, à Belmarsh, la prison que les Britanniques appellent «our Guantanamo» («notre Guantanamo»). D'abord placé dans le quartier de haute sécurité parmi les criminels les plus dangereux du pays, il a dû être

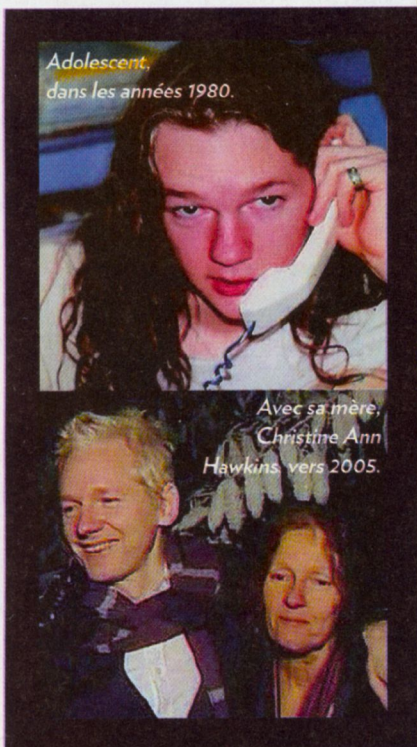
transféré dès le 18 mai au service médical, où son état n'a cessé de se dégrader. Lors de l'audience du 21 octobre, où était examinée sa demande d'extradition vers les Etats-Unis (décision reportée au mois de février 2020), le public a vu arriver à la barre un homme frêle, maladif, qui avait du mal «à décliner son identité et sa date de naissance». Nils Melzer, rapporteur spécial des Nations unies sur la torture, lui a rendu visite en compagnie de deux médecins: «A moins que le Royaume-Uni ne change de cap de toute urgence et n'améliore sa situation inhumaine, l'exposition continue de M. Assange à l'arbitraire et aux abus pourrait bientôt lui coûter la vie», écrit-il. Il appelle à sa libération. Dans son sillage, soixante médecins ont publié une lettre ouverte au ministre de l'Intérieur, dans laquelle ils demandent que Julian Assange soit transféré à l'hôpital. Selon eux, à la vue des «preuves disponibles», il y a de «réelles craintes qu'il meure en prison».

Dans une interview qu'il nous avait accordée en 2010, Julian Assange évoquait son goût immodéré pour les longues

promenades à pied ou à cheval, la pêche, la chasse. «J'ai grandi comme Tom Sawyer, dans des fermes. J'aime vivre dehors», racontait-il. Aujourd'hui, il est soumis à l'isolement 23 heures sur 24. Comme il l'a confié à son ami Srecko Horvat, il a trouvé dans cette cellule étriquée un moyen d'«évasion»: il marche de long en large en imaginant qu'il traverse l'Europe à pied, et parcourt ainsi de 10 à 15 kilomètres par jour. Pendant les quarante-cinq minutes passées dans la cour de promenade, les autres prisonniers sont tenus à l'écart. Il ne les croise qu'à la messe, deux fois par semaine. Julian n'est pas croyant mais, explique son père, s'y rend «juste pour sociabiliser». Son livre de chevet est «Le pavillon des cancéreux», de Soljenitsyne, mais il n'est pas autorisé à se rendre à la bibliothèque et n'a droit à un ordinateur que depuis peu. Selon un rapport de l'Onu sorti en novembre, l'isolement prolongé cause des dommages irréparables et peut être considéré comme de la torture. Depuis 2015, les Nations unies interdisent qu'il se prolonge au-delà de quinze jours.

Julian Assange a droit à deux visites de deux heures par mois. Pour arriver jusqu'à lui, il faut passer par trois sas et se soumettre au contrôle d'un chien renifleur. Le téléphone portable est interdit, le papier et la nourriture aussi. Son père lui apporte de quoi cantiner, soit 20 livres sterling, mais n'aborde aucune question qui fâche: Julian est trop déprimé. Il préfère le tenir au courant de ce qui est fait pour sa cause. Il lui donne aussi des nouvelles de ses enfants, de sa mère, de sa sœur et de son frère. «Julian est très inquiet à l'idée de mourir aux Etats-Unis, dit-il. De ne plus jamais revoir les gens auxquels il tient. C'est déchirant. Quand vous imaginez qu'on va vous enlever tout ce qui vous rend humain, il ne vous reste plus qu'un sentiment de désolation.»

John Shipton n'a plus aucune photo avec son fils. Tous ses albums, ainsi que de nombreux documents, ont été volés chez lui, en Australie il y a trois ans. La famille a été menacée, harcelée. Parce que la lanceuse d'alerte Chelsea Manning refusait de témoigner contre celui qui est soupçonné de l'avoir aidée à cracker un mot de passe, elle est retournée en prison. Julian Assange imaginait-il ce que lui coûteraient ses révélations? En 2010, il nous affirmait: «Je suis devenu la cible principale, car des organisations aussi puissantes ne peuvent pas perdre la face. Pour



cela, elles doivent abattre le personnage central, c'est-à-dire moi. [...] Pendant ma détention, je me suis posé cette question: "Ce que je fais en vaut-il la peine? Ai-je commis des erreurs? [...]" Mais, au bout du compte, ma conviction s'en est trouvée renforcée.»

Jusqu'ici, Julian Assange n'a été condamné pour aucun crime, mais pour un délit mineur: avoir violé les conditions de sa liberté sous caution en allant se réfugier à l'ambassade d'Equateur. Il craignait que la Suède, où il était poursuivi pour agression sexuelle, ne le fasse extradier vers les Etats-Unis. Il restera sept ans dans l'ambassade, comme emmuré, jusqu'à ce que le nouveau président équatorien, Lenin Moreno, n'ordonne sa remise aux autorités britanniques. C'était le 11 avril dernier, et sa peine a pris fin au mois de septembre. Julian Assange est pourtant resté en prison, sous le coup de la demande d'extradition des Etats-Unis, qui l'accusent d'espionnage pour avoir publié des informations classifiées. On trouve parmi elles «Collateral Murder», la vidéo d'un raid aérien de l'armée américaine à Bagdad en 2007 lors duquel ont été tués plusieurs civils, dont deux journalistes de Reuters, ou encore les «War Logs», des documents secrets sur la guerre en Irak et en Afghanistan.

Certaines de ces informations ont été publiées par «Der Spiegel», le «New York Times» et le «Guardian» avant



Le 23 novembre 2019 à Londres

Lors du lancement de « Pour la défense de Julian Assange ». Parmi les 40 contributeurs du livre, la créatrice Vivienne Westwood (à g. de John Shipton) et l'intellectuel Noam Chomsky. A dr., un portrait d'Assange réalisé lors de son arrestation par la police britannique le 11 avril 2019.

même WikiLeaks, «qui, au moment où nous les avons sorties, avait eu un problème technique», explique le journaliste d'investigation John Goetz, qui a passé plusieurs jours avec Assange et d'autres journalistes à étudier ces documents. «On discutait de ce qu'il fallait mettre en avant, on prenait toutes les décisions en équipe. Il est absurde de prétendre que Julian n'est pas un journaliste. Nous faisons la même chose.» Au nom de ce statut, Assange plaide la liberté d'expression garantie par le premier amendement de la Constitution américaine. Un juge de New York lui a donné raison et a débouté le comité national du Parti démocrate, qui intentait une action en justice pour la diffusion de ses courriels avant l'élection présidentielle de 2016. Mais de nombreux politiciens américains affirmaient qu'Assange n'est qu'un «hacker». Ainsi, pour le secrétaire d'Etat, Mike Pompeo, WikiLeaks n'est pas une organisation médiatique mais un «service de renseignement hostile». «Ce secrétaire d'Etat, comme les fonctionnaires américains qui ont calomnié Julian, sont les mêmes qui ont été chargés de planifier la destruction de la Libye, de la Syrie, de l'Irak, de l'Afghanistan, du Yémen et du Soudan», explique John Shipton, qui rappelle qu'Assange a reçu 16 grands prix de journalisme. «Ces gens sont responsables de la mort d'un million et demi de personnes et des souffrances de millions d'autres, ils nagent jusqu'au cou dans une rivière de sang, mais ils pointent du doigt Julian Assange et prétendent qu'il a "mis des vies en danger." On est au-delà du grotesque, c'est obscène!» Selon lui, si l'extradition est décidée, cela signifierait qu'à l'avenir «les médias, y compris européens,

pourront être attaqués pour avoir publié des informations que les Etats-Unis ne veulent pas voir divulguées».

Niels Melzer, le rapporteur des Nations unies, qui considère les accusations d'espionnage comme la base du «crime politique classique», explique que la loi britannique interdit l'extradition pour ce type d'infraction. Il dénonce les conditions dans lesquelles se déroulerait un procès. «Ils présenteront des preuves auxquelles la défense n'aura pas accès, et cela aura lieu à huis clos, à Alexandrie, en Virginie, avec un jury constitué, dans une zone où 85 % des gens travaillent pour le ministère de la Défense, la CIA et la NSA.» Melzer espère que la Cour européenne des droits de l'homme interviendra. «Si elle autorise l'extradition dans ces circonstances, dit-il, ce sera une faille de l'Etat de droit.»

JOHN SHIPTON SAIT QUE LE SALUT DE SON FILS DÉPEND DE L'EUROPE

John Shipton sait aussi que le salut de son fils dépend de l'Europe. Il espère que les parlementaires européens, mais aussi le peuple – qu'il appelle «la base» –, sa-

ront faire pression. A travers lui, Julian Assange nous a fait dire: «La France et Paris me manquent beaucoup, et le soutien indéfectible de la France est très apprécié.» S'il est reconnu coupable, le fondateur de WikiLeaks risque jusqu'à 175 ans de détention dans ces conditions inhumaines. John Shipton veut croire que, quoi qu'il arrive, le mouvement lancé par son fils se poursuivra: «Nous avançons peut-être lentement mais, comme un glacier qui rejoint la mer, de façon inéluctable.» ■ [@SarahHMabrouk](#) [@OliveFlora](#)